

- Le pouvoir en place semble incapable d'intervention politique coordonnée dans la gestion de la sortie de crise sanitaire. Tout le monde semble tirer à hue et à dia comme on peut s'en apercevoir dans le fait que la livraison de masques gratuits à partir du 11 mai dans les pharmacies (décision Santé-Véran) ait été court-circuitée par Bercy qui via la secrétaire d'État Agnès Pannier-Runacher, a autorisé la marchandisation (certes avec blocage des prix) de FPP1 dans les supermarchés. Par ailleurs, le gouvernement s'accroche à des dates (le 11 mai pour le déconfinement première phase et le 2 juin pour la deuxième phase ; la fixation rigide et à l'avance d'un calendrier échelonné pour les niveaux, etc.). Englué dans ses dates, toute reconnaissance d'une erreur apparaît comme une faiblesse et le gouvernement n'a plus comme choix que de se dédire et de perdre encore de son autorité ou de maintenir et de s'enfoncer dans l'autoritarisme (cf. la rentrée scolaire et à un degré moindre les transports publics).

En conséquence il en appelle à la population pour une sorte de cogestion de la sortie de crise : « Les vacances d'été dépendent des efforts des uns et des autres » déclare le Secrétaire d'État J.-B. Lemoine ; « En l'absence de traitement et de vaccin, le comportement des Français va avoir un poids considérable surenchérit Olivier Véran dans *Le Parisien*. Dans le même ordre d'idée, on peut lire dans *Libération* du 6 mai que le « Do it yourself » est consacré comme politique participative. Macron déclare en direction des confinés : « Demandez-vous chaque matin ce que vous pouvez faire pour le pays ». Des associations privées y ont d'ailleurs répondu de façon plus organisée en finançant du matériel. C'est le cas de l'association « Protège ton patient » (*Le Monde* du 12 mai 2020). Quant à Delfraissy, le Président du Conseil scientifique de Macron, cet « homme de gauche » dont ce journal fait l'apologie, il nous livre : « La balle est dans les mains de chacun. Car c'est à chacun de prendre ses responsabilités et d'avoir le comportement qui se doit ». En entrefilet, le journal aura eu le temps de glisser que Delfraissy est favorable à la PMA, c'est dire sa crédibilité sur le coronavirus, d'autant qu'il a bien du courage, rajoute le journaliste, de défendre cette position vu sa foi chrétienne.

Cela plus le vélo en ville et le télétravail maintenu annoncé pour la moitié des salariés, ce n'est pas loin d'une cogestion individualisée de la vie quotidienne qui nous est proposée par le pouvoir... quand même contrôlée en dernier ressort par la police et leurs assesseurs de tous ordres. On apprend ainsi que les agents de sécurité de la RATP pourront dresser contravention: à ceux qui ne portent pas de masque) dans les transports publics... avant même qu'on sache s'ils seront accessibles pour tout le monde). L'État décrète, l'intendance doit suivre. Le monde à l'envers ! Dans ce même cadre logistique, on s'inquiètera de l'opérationnalité ou non de mystérieuses « brigades » volantes de testage de la population. Le principe responsabilité a remplacé le principe espérance comme le dit Joël Gayraud dans

son article : « Derrière nous, le jour d'après » publié dans *Lundi matin* le 4 mai 2020. Et Hans Jonas à la place d'Ernst Bloch !

- Une lutte dure et antihiérarchique sur les salaires serait une façon de prendre l'offensive... pour les salariés « garantis ». Ainsi, de premiers rassemblements de salariés des hôpitaux qui ne se satisfont pas des primes Macron ont eu lieu à Toulouse (cf. *Libération* du 12 mai). Toutefois, si le contexte général reste inchangé, il ne faudrait pas que ces revendications restent catégorielles, mais qu'elles concernent tous les salariés sans exception qui se sont retrouvés sur le front à faire tourner la baraque. Les agents de sécurité, par exemple, ne sont concernés par aucune des primes annoncées par le gouvernement, mais ils ne sont pas les seuls « invisibles » ; les aides à domicile sont dans le même cas de figure.

- On apprend que les syndicats d'Amazon-France ont demandé une reprise progressive de l'activité ¹ sous certaines conditions de sécurité sanitaire. Par contre, la CGT s'est opposée à la réouverture de l'usine Renault-Sandouville le 11 mai pour manquement aux conditions de sécurité anti-contagion (source : *Le Figaro* du 9 mai).

- Pour la première fois (source, *Les Echos* du 5 mai 2020) le solde des échanges agroalimentaires avec l'UE est négatif parce qu'on importe ce qui est moins cher ailleurs (pays pauvres ou à l'agrobusiness plus développé comme les Pays-Bas et même l'Allemagne, un grand producteur agricole, c'est bien connu !) et qu'on exporte moins nos produits de bonne qualité, mais chers. Une fois de plus le gouvernement se retrouver tirailé entre les exigences productivistes du lobby FNSEA et la tendance moderniste à vouloir développer une « agriculture raisonnée », formule de transition pour ne pas trop prendre position en faveur d'une production biologique censée être incapable de répondre aux impératifs d'autosuffisance alimentaire qui refont surface à la faveur de la crise sanitaire. Pendant ce temps, d'après *Le Monde* du 6 mai, on apprend qu'en Corrèze les arboriculteurs aspergent par grand vent les vergers de produits phytosanitaires (pour les pommes, trois à quatre fois par semaine, cinq heures durant chaque fois). Rien de nouveau sous le soleil sauf que cette fois cela se fait à « visage découvert » puisque les confinés sont aux fenêtres et dans leurs jardins. Dans le Pas-de-Calais ce sont les granulés d'azote et de chaux ou le nitrate d'ammonium qui prennent bien le vent.

- L'article « La mécanique du délitement », in *Le Monde* du 9 mai offre un bon exemple du fonctionnement de l'État en réseau avec la multiplication des intermédiaires dissolvant toute responsabilité politique et rappelant l'affaire du sang contaminé. On y apprend que sous le ministère de Marisol Touraine en 2012, avec déjà Jérôme Salomon comme conseiller spécial, c'est en fait le secrétariat général de la défense et de la sécurité qui avait été chargé d'une éventuelle riposte sanitaire ². L'ex-sénateur LR Francis Delattre explique le fonctionnement

qu'il a dû subir : d'un côté, les conseillers de la haute Fonction publique coupent les informations en direction du ministre ; et de l'autre, ils bloquent toutes les questions des parlementaires. Ils entretiennent de fait un entre soi technocratique de conseillers et experts, techniciens de la modélisation qui se retrouvent en charge de tout ce qui est réglementaire censé assurer la permanence de l'État en l'absence de politique. Ce que Delattre appelle « l'État automate ».

Interlude : en temps de crise sanitaire on assiste à l'explosion de la novlangue des réseaux ³.

En voici une synthèse (rien n'a été inventé) présentée dans le désordre : L'État-plateforme version *start-up* a demandé, du coup, que celles et ceux qui sont en capacité d'être en présentiel pour faire de la remédiation le fassent dans un cadre inclusif et avec un souci d'équité. L'intelligence collective doit être mobilisée en temps réel. Au final, c'est bien la problématique. Mais quel sera le bon logiciel ? Et par-dessus tout les Français accepteront-ils d'être impactés par ce tutoriel leur enjoignant de se conformer aux instructions du ministériel ?

Il ne s'agit pas là simplement d'une construction linguistique conjoncturelle (*cluster*, patient zéro et *contact tracing*, *clapping*, gestes barrières, kits de tests en *open source*), mais d'un véritable discours du capital qui se réalise par osmose des différents réseaux d'information qu'ils soient directement de pouvoir, médiatiques, publicitaires ou en provenance des réseaux sociaux. Toutefois, volontairement ou non, ce langage n'échappe pas complètement à son origine de classe. Le choix politique approuvé sans broncher par les médias, de « différenciation sociale » à respecter en lieu et place de distanciation physique qu'on pouvait attendre est tout sauf un lapsus anodin.

Au cours de son intervention à propos de la culture, Macron a fait plus intellectuel en risquant un « l'utopie concrète (sic) assume le grand écart entre un idéalisme naïf et un pragmatisme économique et social ». C'est peut-être pour cela qu'il faut « enfourcher le tigre » (le tigre, c'est le virus). Quant à Hervé Morin qui n'est que le Président de Les Centristes, il fait de la mathématique sur BFM-TV : « On n'est pas sur la même équation », « une équation facile à gérer ».

- Mais revenons aux choses sérieuses et à « l'économie ». Notons l'activisme de BlackRock et d'autres sociétés de gestion d'actifs qui exhortent les labos pharmaceutiques ⁴ à collaborer au développement de vaccins et de médicaments y compris en renonçant aux droits de brevet, le temps de dépasser la crise. C'est comme s'ils aspiraient à jouer un rôle presque aussi important que les États face à la crise en tant qu'instance de coordination agissant dans l'intérêt général — et ils ont la puissance de feu nécessaire pour avantager les labos qui jouent le jeu. Quand on pense en outre que BlackRock est en passe de remplacer aux yeux

des de gauche Goldman Sachs comme l'incarnation du mal, ça ne manque pas de sel.

- Nous voudrions ajouter une précision à notre affirmation précédente (Relevé III) selon laquelle « Le rôle quasi inexistant de l'ONU (hors OMS) pendant la pandémie dérive indirectement de la volonté des grandes puissances de ne pas abandonner la direction de la lutte contre la pandémie. » Il existe un projet, calqué sur la proposition de George Soros pendant la crise financière de 2008, de convaincre les États membres les plus riches de transférer une partie de leurs droits aux pays pauvres pour leur permettre de profiter pleinement d'une augmentation des Droits de tirage spéciaux (DTS qui sont normalement distribués en fonction des quotas par pays). L'ennui, c'est que les ressources du FMI dépendent pour une bonne part de la dotation américaine et, même sans considérer les positions de Trump et de son équipe, il est peu probable que le Congrès américain vote une augmentation à quelques mois des élections. De ce fait, on pourrait dire que ces institutions internationales sont plus prisonnières que jamais des États les plus puissants.

- Autre nouvelle des États-Unis, mais qui va dans le même sens avec un article de Gavyn Davies (lui-même chef d'une société de gestion d'actifs, et fin analyste), publié le 19 avril dans le *Financial Times* et intitulé : « The SDR is an idea whose time has come » (« Les Droits de tirage spéciaux de nouveau d'actualité ») : Le FMI propose une nouvelle émission de DTS supplémentaires. La seule occasion où cela a été fait à grande échelle fut en 2009 à l'instigation de Gordon Brown, qui a convaincu les autres chefs d'État d'injecter mille milliards de dollars dans l'économie, dont 250 milliards sous forme de DTS. L'ennui, c'est que ceux-ci sont distribués selon les quotas des pays membres du FMI, ce qui fait que seuls 40 % du total ont afflué vers les pays pauvres. À l'époque, George Soros avait proposé comme solution que les pays avancés acceptent de transférer une part de leurs droits aux pays pauvres. Cela va-t-il être repris aujourd'hui puisque même les USA laissent entendre qu'ils seraient ouverts à quelque chose dans ce style.

En 2009, comme cette mesure avait permis aux pays pauvres d'acquérir des dollars par le biais des DTS au lieu de devoir passer par le marché, en conséquence, la fuite des capitaux et la revente massive des devises locales ont été atténuées. Or la fuite des capitaux quittant les pays émergents atteint aujourd'hui le triple du niveau de 2009. La semaine dernière, Gordon Brown et Larry Summers sont repartis en croisade en proposant une nouvelle émission de DTS d'une valeur bien supérieure à mille milliards de dollars. Le principal obstacle c'est que Steven Mnuchin, le Secrétaire américain du Trésor a besoin du feu vert du Congrès pour toute allocation au FMI dépassant les 649 milliards, et même ce montant ne semble pas lui plaire...

- Deux situations historiques ne sont jamais identiques, mais rappelons, pour ceux qui n'ont

que la dette en bouche que la dette de guerre de la RFA a été gelée dès 1953 et définitivement supprimée en 1991. Quant à la dette publique globale de l'après-guerre, elle a fait l'objet, à l'époque, de prélèvements exceptionnels sur les hauts patrimoines financiers. Ne pas oublier non plus que les États-Unis ont été longtemps (avant Reagan) l'un des pays aux taux d'imposition le plus élevé ⁵.

Temps critiques, le 14 mai 2020

Notes de bas de page :

1. - C'est ce qui va être fait le 19 mai. On sait que la direction d'Amazon-France a d'abord contesté la décision du Tribunal de commerce de Nanterre suite à la requête du syndicat SUD pour mise en danger de la vie des salariés. Aucun compromis n'étant trouvé avec les syndicats, Amazon a fermé ses six centres de distribution en France et a fait appel. La Cour d'Appel de Versailles a confirmé, en l'allégeant, la condamnation de l'entreprise à ne distribuer que des produits liés à l'urgence sanitaire. Non satisfaite par ce second jugement Amazon le conteste devant la Cour de Cassation. [↔]
2. - Depuis 2007 un plan gouvernemental prévoit le passage de pouvoir du ministère de la Santé à celui de l'Intérieur en cas d'épidémie atteignant ce que l'OMS définit comme le niveau IV (par exemple celui du H1N1 ou grippe asiatique de 2009). C'est ainsi que Roselyne Bachelot et son stock massif de masques et de vaccins, fut dessaisie au profit de la ministre de l'Intérieur (M. Alliot-Marie) ; que l'ARS fut mis en place avec suppression/intégration de l'EPRUS et de sa capacité logistique pour des raisons de « rationalisation » et que l'hôpital commença à fonctionner comme une entreprise sur la base de la tarification à la tâche. [↔]
3. - Grand consommateur de codes et de signaux, le réseau potentialise les particularités et normalise les singularités des anciens langages qui n'entrent pas dans son univers technique.[↔]
4. - Cf. l'article paru le 24 avril dans le Financial Times d'Attracta Mooney et Donato Paolo Mancini intitulé « Drugmakers urged to collaborate on coronavirus vaccine ». Nous résumons : BlackRock, Fidelity Investments, Aviva Investors, Janus Henderson et Amundi ont tous dit au Financial Times qu'ils veulent que les labos pharmaceutiques collaborent. « Une crise mondiale sans précédent exige en réponse une coordination mondiale sans précédent », selon Mirza Baig, responsable de la gouvernance chez Aviva. BlackRock est par ailleurs en discussion avec plusieurs firmes. La semaine prochaine, un autre groupe de plus de 50 sociétés d'investissement (avec en tête le groupe néerlandais Achmea) gérant plus de 2500 milliards de dollars a l'intention d'écrire à plus d'une douzaine de labos afin de faire monter la pression pour qu'ils

partagent leurs découvertes (vaccins et traitements) et qu'ils renoncent à faire respecter leurs droits sous les brevets concernés. L'OMS s'est déjà exprimée dans ce sens. Sanofi et GlaxoSmithKline ont annoncé un programme de collaboration sur les vaccins, et d'autres aussi. Le secteur l'a déjà fait sur les traitements anti-cancer. En mars, face au tollé, Gilead a dû abandonner le statut privilégié obtenu aux USA pour son médicament remdivisir, qui leur aurait donné un monopole national pour son traitement ainsi que des allègements fiscaux. Les asset managers espèrent plus largement que leur pression poussera les labos à baisser leurs prix.[↩]

5. - Cf. Luc Peillon, « Est-il vrai que les États-Unis ont taxé les riches à plus de 70 % pendant trente ans ? » [archive], Libération, 21 mars 2019. [↩]